



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ DU 7 SEPTEMBRE 2020  
portant mise en demeure à l'encontre du GAEC DU BROUSSAIS  
concernant l'élevage de porcs situé à SIXT-SUR-AFF**

**La préfète de la région Bretagne  
préfète d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** le code de l'environnement, notamment son titre 1er du livre V et la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne par le Préfet coordonnateur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** la lettre instruction du Préfet de Région du 30 novembre 2010 modifiée ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°40909 du 16 avril 2013, modifié les 02 septembre 2013 et 03 novembre 2014, donnant autorisation au GAEC DU BROUSSAIS pour l'exploitation d'un élevage de porcs au lieu-dit « Arguignac » sur la commune de SIXT-SUR-AFF ;

**Vu** le courrier en date du 17 juillet 2020 transmis au GAEC DU BROUSSAIS par l'inspection des installations classées ;

**Vu** le rapport d'inspection du 16 juillet 2020 transmis à Mme la Préfète d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** le courrier du 3 août 2020 par lequel le GAEC du Broussais a été invité à faire connaître ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure qui lui a été notifié le 6 août 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que l'équilibre de la fertilisation azotée sur maïs n'a pas été respecté lors de la campagne culturale 2018-2019 ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard des éléments de fait et de droit sus-énoncés, le GAEC DU BROUSSAIS exploite une installation classée dans des conditions irrégulières au regard des prescriptions qui lui sont applicables et qu'à ce titre il remplit les conditions de mise en œuvre à son encontre des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a émis aucune observation sur le projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été notifié ;

**Sur proposition du** secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : LE GAEC DU BROUSSAIS, en sa qualité d'exploitant de l'élevage porcin situé au lieu-dit « Arguignac » à SIXT-SUR-AFF, est mis en demeure, comme le prévoient les articles L. 171-7 et L. 171-8 :

- de respecter l'équilibre de la fertilisation azotée lors de la campagne culturale 2019-2020 ;
- avant le 31 octobre 2020, de transmettre le plan prévisionnel de fertilisation et le cahier de fertilisation de la campagne culturale 2019-2020 en Préfecture.

**Article 2** : Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

**Article 4** : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de deux mois, conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Redon et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au GAEC DU BUISSON et dont une copie sera adressée au maire de SIXT-SUR-AFF.

Fait à RENNES, le 7 septembre 2020

Pour la Préfète,  
Le Secrétaire Général,

A blue ink signature, appearing to be 'L. GUILLAUME', written in a cursive style.

Ludovic GUILLAUME